PROFIL INGÉNIERIE

COURRIER ARRIVÉ

LE 22 JUIN 2012

SI REÇU le

25 JUIN 2012

N° 1306

DDTM DU NORD

D.D.T.M
Service Eau Environnement
Cellule Police de l'Eau
62 boulevard de Belfort
59019 LILLE CEDEX

V/Réf.
N/Réf. *ETU/AA.PS/CH1669 14-1168-2011*

LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
« La Planque d'Inglot 25 lots libres et 1 macro-lot
Rue Louise de Bettignies »

Affaire suivie par Aurore ANUZET

Wasquehal, le 20 juin 2012

Madame, Monsieur,

Nous avons l'honneur de vous transmettre ci-joint, en trois exemplaires, le dossier de déclaration au titre du code de l'environnement concernant l'opération susvisée.

Le déclarant est la ***SNC LA CHAPELLE D'ARMENTIERES LA PLANQUE D'INGLOT, représentée par le Groupe LOGINOR situé 314 boulevard Clémenceau à MARCQ-EN-BARŒUL (59700).***

Nous vous en souhaitons une bonne réception,

Nous vous prions d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de nos salutations distinguées.

SEE	A	I	P
D.Roussel			
MC.Masson			
Police de l'eau			
CCB			
PPPP			
PEE			
MISEN			
SISPEA			
A. attribution			
I. information			
P. participation			

Jean-Philippe PARPAILLON

Copie : *Madame DAUCHEZ – LOGINOR*

Cette société fait partie du GROUPE SECA
12, rue Harald Stammbach - B.P. 10093 - 59443 WASQUEHAL Cedex
Tél : 03 28 36 73 10 - Fax : 03 28 36 73 11 - www.groupe-seca.com - email : profilingenierie@groupe-seca.com
SAS au capital de 137 340 € - SIRET 351 054 291 00049 - Code APE 7112B - TVA : FR 32 351 054 291
Siège Social : 12, rue Harald Stammbach - B.P. 10093 - 59443 WASQUEHAL Cedex

TÜV NORD ISO 9001 Certificat n° 44 100 071296

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFECTURE DU NORD

RECEPISSE DE DÉPÔT DE DOSSIER DE DECLARATION
CONCERNANT LA
VIABILISATION DE 25 LOTS LIBRES ET D'1 MACRO-LOT - LOTISSEMENT LA PLANQUE D'INGLOT A LA CHAPELLE D'ARMENTIERES

COMMUNE DE LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES

DOSSIER N° 59-2012-00131

LE PRÉFET DE RÉGION NORD-PAS-DE-CALAIS
Préfet du Nord
Officier de la Légion d'honneur
Commandeur de l'Ordre national du mérite

ATTENTION : CE RECEPISSE ATTESTE DE L'ENREGISTREMENT DE VOTRE DEMANDE MAIS N'AUTORISE PAS LE DEMARRAGE IMMEDIAT DES TRAVAUX.

VU le code de l'environnement, et notamment les articles L. 211-1, L. 214-1 à L. 214-6 et R. 214-1 à R. 214-56 ;

VU le code général des collectivités territoriales ;

VU le code civil et notamment son article 640 ;

VU le décret n°94-469 du 3 juin 1994 relatif à la collecte et au traitement des eaux usées mentionnées aux articles L. 372-1-1 et L. 372-3 du code des communes ;

VU le schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) ;

VU le dossier de déclaration déposé au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement considéré complet en date du 22/06/2012, présenté par la SNC LA CHAPELLE D'ARMENTIERES LA PLANQUE D'INGLOT représentée par son Directeur Monsieur Sébastien LESUR, enregistré sous le n° 59-2012-00131 et relatif à : LA VIABILISATION DE 25 LOTS LIBRES ET D'1 MACRO-LOT - LOTISSEMENT LA PLANQUE D'INGLOT A LA CHAPELLE D'ARMENTIERES ;

donne récépissé du dépôt de sa déclaration au pétitionnaire suivant :

SNC LA CHAPELLE D'ARMENTIERES LA PLANQUE D'INGLOT
314, Boulevard Clémenceau - 59700 MARCQ-EN-BAROEUL

concernant :

LA VIABILISATION DE 25 LOTS LIBRES ET D'1 MACRO-LOT -

LOTISSEMENT LA PLANQUE D'INGLOT

dont la réalisation est prévue dans la commune de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES.

.../...

Les ouvrages constitutifs à ces aménagements rentrent dans la nomenclature des opérations soumises à déclaration au titre de l'article L. 214-3 du code de l'environnement. La rubrique du tableau de l'article R. 214-1 du code de l'environnement concernée est la suivante :

Rubrique	Intitulé	Régime	Arrêtés de prescriptions générales correspondant
2.1.5.0	Rejet d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha (A) 2° Supérieure à 1 ha mais inférieure à 20 ha (D)	Déclaration	

Le déclarant ne peut pas débuter les travaux avant le 22/08/2012, correspondant au délai de deux mois à compter de la date de réception du dossier de déclaration complet durant lequel il peut être fait une éventuelle opposition motivée à la déclaration par l'administration, conformément à l'article R. 214-35 du code de l'environnement.

Au cas où le déclarant ne respecterait pas ce délai, il s'exposerait à **une amende** pour une contravention de 5ème classe d'un montant **maximum de 1 500 euros** pour les personnes physiques. Pour les personnes morales, ce montant est multiplié par 5.

Durant ce délai, il peut être demandé des compléments au déclarant si le dossier n'est pas jugé régulier, il peut être fait opposition à cette déclaration, ou des prescriptions particulières éventuelles peuvent être établies sur lesquelles le déclarant sera alors saisi pour présenter ses observations.

En l'absence de suite donnée par le service police de l'eau à l'échéance de ce délai de 2 mois, le présent récépissé vaut accord tacite de déclaration.

A cette échéance, copies de la déclaration et de ce récépissé seront alors adressées à la mairie de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES où cette opération doit être réalisée, pour affichage d'une durée minimale d'un mois pour information.

Ces documents seront mis à disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision sera alors susceptible de recours contentieux devant le tribunal administratif territorialement compétent, conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, à compter de la date de sa publication ou de son affichage à la mairie de la commune de LA CHAPELLE-D'ARMENTIERES par le déclarant dans un délai de deux mois et par les tiers dans un délai d'un an. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

Le service de police de l'eau devra être averti de la date de début des travaux ainsi que de la date d'achèvement des ouvrages et, le cas échéant, de la date de mise en service.

Les ouvrages, les travaux et les conditions de réalisation et d'exploitation doivent être conformes au dossier déposé.

L'inobservation des dispositions figurant dans le dossier déposé, pourra entraîner l'application des sanctions prévues à l'article R. 216-12 du code de l'environnement.

.../...

En application de l'article R. 214-40 du code de l'environnement, toute modification apportée aux ouvrages, installations, à leur mode d'utilisation, à la réalisation des travaux ou à l'aménagement en résultant, à l'exercice des activités ou à leur voisinage et entraînant un changement notable des éléments du dossier de déclaration initiale doit être porté, **avant réalisation** à la connaissance du préfet qui peut exiger une nouvelle déclaration.

Les agents mentionnés à l'article L. 216-3 du code de l'environnement et notamment ceux chargés de la police de l'eau et des milieux aquatiques auront libre accès aux installations objet de la déclaration dans les conditions définies par le code de l'environnement, dans le cadre d'une recherche d'infraction.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Le présent récépissé ne dispense en aucun cas le déclarant de faire les déclarations ou d'obtenir les autorisations requises par d'autres réglementations.

A LILLE, le 28 JUIN 2012

Pour le Préfet et par délégation,
Le Chef du Service Eau Environnement,

Didier ROUSSEL

Les informations recueillies font l'objet d'un traitement informatique destiné à l'instruction de votre dossier par les agents chargés de la police de l'eau en application du code de l'environnement. Conformément à la loi « informatique et liberté » du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification des informations qui vous concernent. Si vous désirez exercer ce droit et obtenir une communication des informations vous concernant, veuillez adresser un courrier au guichet unique de police de l'eau où vous avez déposé votre dossier, à défaut auprès de la direction de l'eau et de la biodiversité du ministère de l'Ecologie, du Développement durable, des Transports et du Logement.

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N° 2040/PE

Monsieur le Directeur de la SNC LA CHAPELLE D'ARMENTIERES LA PLANQUE D'INGLOT

314, boulevard Clémenceau

59700 – MARCQ-EN-BAROEUL

à l'attention de Sébastien LESUR

Lille, le 22 OCT. 2012

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'instruction de votre dossier de déclaration au titre des articles L. 214-1 à L. 214-6 du code de l'environnement concernant **« la viabilisation de 25 lots libres et d'1 macro-lot – lotissement La Planque d'Inglot – sur la commune de LA CHAPELLE D'ARMENTIERES »,** pour lequel un récépissé vous a été délivré en date du 28/06/2012, j'ai l'honneur de vous informer que je ne compte pas faire opposition à votre déclaration. **Dès lors, vous pouvez entreprendre cette opération à compter de la réception de ce courrier.**
Ce dossier, enregistré sous le n° 59-2012-00131, est suivi par Céline GUILLEMOT (Tél. 03 28 03 84 18 - fax 03 28 03 83 80).

Copies du récépissé et de ce courrier sont également adressées à la mairie de la commune de LA CHAPELLE D'ARMENTIERES pour affichage pendant une durée minimale d'un mois. Ces deux documents seront mis à la disposition du public sur le site internet de la préfecture du Nord durant une période d'au moins six mois.

Cette décision est susceptible d'un recours contentieux devant le tribunal administratif par les tiers dans un délai d'un an conformément à l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement à compter de la date de sa publication ou d'affichage en mairie. Toutefois, si la mise en service de l'installation n'est pas intervenue six mois après la publication ou l'affichage en mairie, le délai de recours continue à courir jusqu'à l'expiration d'une période de six mois après cette mise en service.

La présente décision ne vaut qu'au titre I du livre deuxième du code de l'environnement et ne dispense pas le pétitionnaire d'obtenir les autorisations relatives aux autres réglementations (urbanisme, ...).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur, l'assurance de mes sentiments distingués.

L'Adjointe au Responsable du
Service Eau Environnement

Sylvie MENACEUR

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

n° 2041/PE

Monsieur le Maire de la commune de
LA CHAPELLE D'ARMENTIERES
Mairie de La Chapelle d'Armentières

269, route nationale

59930 – LA CHAPELLE D'ARMENTIERES

Lille, le 22 OCT. 2012

Monsieur le Maire,

Je vous prie de trouver sous ce pli, conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la SNC LA CHAPELLE D'ARMENTIERES LA PLANQUE D'INGLOT, en date du 22/06/2012 concernant l'opération suivante : « **viabilisation de 25 lots libres et d'1 macro-lot – lotissement La Planque d'Inglot – sur la commune de LA CHAPELLE D'ARMENTIERES** ».

Vous trouverez également, pour affichage en mairie durant une période de un (1) mois minimum, copie de la décision de monsieur le Préfet concernant cette déclaration.

A l'issue de cet affichage, je vous saurais gré de bien vouloir me retourner un certificat d'affichage correspondant signé (à l'adresse indiquée ci-dessous).

Céline GUILLEMOT, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2012-00131, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03 28 03 84 18 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Maire, l'assurance de ma considération distinguée.

L'Adjointe au Responsable du
Service Eau Environnement

Sylvie MENACEUR

Copie à Monsieur le Chef de la Délégation territoriale de Lille

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DU NORD

Direction départementale
des territoires et de la mer

Service eau environnement

Cellule police de l'eau

N° 2042/PE

Monsieur le Président de la Commission Locale
de l'Eau du SAGE de la Lys
Hôtel de Ville

9, Grand'Place

62120 - AIRE-SUR-LA-LYS

Lille, le 22 OCT. 2012

Monsieur le Président,

Je vous prie de trouver, sous ce pli, un exemplaire du dossier de déclaration déposé par la SNC LA CHAPELLE D'ARMENTIERES LA PLANQUE D'INGLOT en date du 22/06/2012, ainsi que copie de la décision de Monsieur le Préfet concernant l'opération suivante : « **viabilisation de 25 lots libres et d'1 macro-lot – lotissement La Planque d'Inglot – sur la commune de LA CHAPELLE D'ARMENTIERES** », conformément à l'article R. 214-37 du code de l'environnement.

Céline GUILLEMOT, en charge de ce dossier enregistré sous le n° 59-2012-00131, se tient à votre disposition pour tout renseignement complémentaire (tél. 03.28 03 84 18 – fax : 03 28 03 83 80).

Je vous prie d'agréer, Monsieur le Président, l'assurance de mes sentiments distingués.

L'Adjointe au Responsable du
Service Eau Environnement,

Sylvie MENACEUR